

Reçu le 30 JAN. 1980

option

BULLETIN D'INFORMATION

MAROC

« miner les fondements même de l'impérialisme par l'accroissement de la solidarité des trois continents : Afrique, Asie, Amérique Latine, et l'action conjuguée de toutes les forces progressistes dans le monde. »

Mehdi BEN BARKA

Supplément à la revue ALIKHTIAR ATHAOURI - n° 44 - Janvier 1980
Corresp. : Maurice BLANC - PR 65 - 103, Av. de la République - Paris 11°

interview du camarade Mohamed BASRI au quotidien libanais AS-SAFIR (EXTRAITS)

Q - VOUS ETIEZ PARMI CEUX QUI ONT CRITIQUE LE PARTAGE DU SAHARA ENTRE LE MAROC ET LA MAURITANIE.. MAINTENANT QUE LE REGIME MAROCAIN A RECUPERE LA PARTIE INITIALEMENT DEVOLUE A LA MAURITANIE, COMMENT VOYEZ-VOUS LA SITUATION ?

R - (...) Le pouvoir a appréhendé la question du Sahara du point de vue de sa sécurité et de ses intérêts et non du point de vue du devoir national. Il a utilisé cette question pour mieux exploiter et réprimer le peuple, l'empêchant d'y jouer un quelconque rôle positif. Quant aux partis d'opposition, il les a manoeuvrés de telle sorte qu'il a obtenu d'eux tous les services qui renforcent sa politique. Chose qui les a discrédité vis-à-vis de leurs alliés progressistes à l'échelle internationale.

Comment s'étonner ainsi que la revendication du peuple marocain, si juste dans son essence, est niée au niveau international ? IL EST INCONCEVABLE QU'UN REGIME FONCIEREMENT REACTIONNAIRE ET INFEODE A L'IMPERIALISME, DEFENDE UNE CAUSE JUSTE. C'est pour cette raison que les forces progressistes internationales ont tout simplement soutenu le camp adverse, pour sa seule opposition au régime marocain.

----- suite page 2

AFGHANISTAN

QUELLE AGRESSION ?

Les mass-média au service de la réaction dans le monde, se livrent à une campagne intense contre le rôle de l'URSS en Afghanistan. Jamais campagne n'a atteint un tel degré de mobilisation, que ce soit lors de l'intervention américaine au Vietnam ou l'intervention chinoise dans ce même pays.

Pourquoi dans ce cas précis, la réaction et l'impérialisme font montre d'une telle virulence et vont même jusqu'à évoquer l'imminence d'un conflit mondial ?

En fait, cette propagande savamment orchestrée par les officines impérialistes et relayée par les organisations et la presse réactionnaires, a plusieurs buts. Cacher le rôle joué par l'impérialisme dans les diverses tentatives de déstabilisation de l'Afghanistan. Détourner l'opinion des retombées de plus en plus insupportables de la crise du système capitaliste. Tenter de maintenir sa sphère d'influence après la perte de son principal bastion en Iran.

Pour mieux comprendre l'enjeu dans cette région, il faut remonter un peu en arrière.

----- suite page 3

Un autre facteur a affaibli la position d'une partie du mouvement national marocain : en approuvant la consultation de la Cour Internationale de Justice pour trancher le différend avec le colonialisme espagnol. Cette opération voulue par le régime, lui évitait d'entrer en conflit ouvert avec ses alliés colonialistes et impérialistes, avec lesquels il ne tardera pas d'ailleurs à trouver un compromis (accords de Madrid) auquel souscrivirent ces mêmes dirigeants du mouvement national.

La sécurité du trône, le musèlement du peuple et la mise au pas du mouvement national : tels sont les objectifs essentiels du pouvoir. C'est cette politique qui explique l'isolement du Maroc au niveau international. Les forces progressistes mondiales ne pardonneront pas à une partie du mouvement national marocain d'avoir érigé le pouvoir réactionnaire à la tête de "l'union nationale" et cautionné ses marchandages avec l'impérialisme.

Q - CROYEZ-VOUS QUE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ACTUELLE VA RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LE REGIME ET L'OPPOSITION TRADITIONNELLE, OU BIEN VA-T-ELLE CONTRIBUER A LA RUPTURE ? Y-A-T-IL DES SIGNES POUR UN RENOUVEAU DE LA LUTTE POPULAIRE AU MAROC ET QUELLES SONT LES EVENTUALITES DE LA REPRESSION ?

R - La reconnaissance de la représentativité de l'opposition traditionnelle ou non par le régime est chose impossible. Cette opposition existe en fonction des avantages qu'il peut en tirer et du rôle qu'il peut lui assigner. Certaines directions du mouvement national ont ainsi joué son jeu à maintes reprises : pour rehausser son image de marque ternie à l'étranger ; pour le sortir de sa crise... quitte pour cela à s'aliéner leurs alliés naturels à l'extérieur et leurs militants à l'intérieur.

Une fois sorti de sa crise, le pouvoir se retourne contre cette opposition pour la réprimer. Ainsi, après les événements de Mars 1965, il assassina Mehdi BEN BARKA et exécuta 14 militants de son Parti, l'U.N.F.P. En 1975, il fait assassiner Omar Benjelloun et exécute 22 de ses camarades. Mais il va sans dire que la répression est depuis longtemps devenue permanente et quotidienne et ne se limite pas à ces seuls exemples...

Face à cette situation, la direction du mouvement progressiste est restée impuissante. Elle ne pourra pas jouer un autre rôle que celui où la cantonne le pouvoir. L'alternative révolutionnaire

repose donc sur la base militante du mouvement progressiste qui doit tirer toutes les conséquences de la situation actuelle et rectifier l'orientation erronée de la direction. A ce moment-là seulement s'ouvriront des perspectives réelles pour le renouveau de la lutte populaire et sa radicalisation.

Q - A. BOUABID M'A CONFIE QUE VOUS ETES TOUJOURS A L'U.S.F.P. QUELLE EST VOTRE POSITION LA-DESSUS ?

R - Permits-moi tout d'abord de reprendre le fil des événements depuis le début. Après Mars 1973, A. BOUABID a rencontré Hassan II et ils se sont mis d'accord sur la question du Sahara. Après quoi, il prit contact avec moi pour convenir d'un rendez-vous. Mais il ne vint pas, pour des raisons que j'ignore jusqu'à présent. Par la suite, j'ai su par le biais de la presse qu'un Congrès était en préparation. A cet effet, je rédigeais un mémorandum que j'envoyais à la direction du parti. Mais quelle ne fut ma surprise d'apprendre que le document a été mis sous le boisseau. Ce qui me poussa à le rendre public après la tenue de ce congrès. Mais ce dernier, aux dires des responsables, n'était qu'un congrès "préparatoire" ; le vrai congrès aurait lieu après l'assainissement du climat politique, par l'élargissement de tous les militants emprisonnés et le retour des exilés...

Lors des diverses rencontres avec le martyr Omar Benjelloun, il m'a confié que les résolutions du "congrès extraordinaire" étaient loin de refléter l'identité réelle du Parti et qu'il est "impossible d'adopter une vraie stratégie en l'absence de nombreux militants et plus particulièrement des militants fondateurs du Parti" (1). Ce congrès n'était pour lui qu'un "moyen pour relancer l'activité du Parti" et rien de plus.

Par la même occasion, je l'ai mis en garde contre le danger qu'il courait en apparaissant à l'avant-plan, en tant que directeur du journal et surtout en tant qu'élément qui oeuvre pour l'unité des militants et la radicalisation des options du Parti...

Un groupe de militants avait envoyé son point de vue au Congrès, mais il n'en fut pas tenu compte. Par la suite, ils ont rencontré des responsables qui leur ont tenu des propos indignes de leur fonction. Ces

(1) Mohamed BASRI : Chef de la Résistance pendant la lutte pour l'indépendance. Un des principaux fondateurs de l'U.N.F.P. avec Mehdi Ben Barka. Il est obligé à l'exil après avoir été plusieurs fois condamné à mort par le régime de Hassan II.

Ces propos sont à relier directement avec la nature des résolutions issues du Congrès et qui mettent en cause tous les acquis et les options progressistes du Parti. Le tout inaugure une ère de collaboration étroite entre la Direction et le Palais, notamment sur la question du Sahara.

Au vu de ces résolutions, il apparaît clairement que le point de litige n'était nullement une question de personnes mais bien un problème de ligne politique de convictions et de principes. C'est là le point de litige réel entre une direction qui a imposé une ligne politique nouvelle et une base de plus en plus large qui défend l'OPTION REVOLUTIONNAIRE du Parti, façonnée dans la lutte et par le sacrifice de ses militants et en premier lieu Mehdi Ben Barka.

Et l'on continue à entretenir l'amalgame, à me demander de cautionner cette ligne erronée et dire aux militants à l'intérieur que "les choses sont comme avant" ! ...

On a aussi essayé de me faire comprendre que j'étais toujours la "hête noire" du régime. Qu'ils craignent les foudres de ce dernier s'ils s'avisent à diffu-

ser mon point de vue. Je devais - me disait-on - comprendre la situation, en attendant que Hassan II change d'opinion vis-à-vis de moi...

Ma profonde conviction quant à moi, est de continuer comme par le passé à lutter dans un sens qui renforce les acquis progressistes et contribue à élever le niveau de conscience des militants, afin de réaliser la souveraineté de notre peuple, sans aucune concession à la réaction et sans marchandages sur les principes.

Je ne me laisserais donc pas entraîner dans les luttes d'arrière-garde, dont le but est d'escamoter les vrais problèmes.

Je continuerais à dénoncer l'infiltration du pouvoir au sein du Parti, par le biais des bureaucrates et autres technocrates et dénoncerai toute tentative qui viserait à couper notre mouvement de ses racines populaires. Et je lutterais pour la mise sur pied d'un Front authentiquement militant, capable de proposer l'alternative à la situation et de l'imposer par la mobilisation populaire.

AFGHANISTAN - suite -

En avril 1978, l'Afghanistan a connu une révolution victorieuse, pleine de promesses pour les classes laborieuses afghanes restées longtemps sous domination féodale et réactionnaire. Ce changement radical n'était pas sans inquiéter les cercles impérialistes et particulièrement U.S. Ainsi, dès le printemps 1979, les forces impérialistes et contre révolutionnaires déployaient leurs activités à la frontière pakistanaise, pour tenter de déstabiliser un régime qui échappait à leur sphère d'influence et qui plus est, optait résolument pour le camp progressiste.

Des milliers d'éléments contre-révolutionnaires afghans, nostalgiques de l'ancien régime, dépouillés de leurs anciens privilèges de classe, étaient entraînés dans des camps militaires au Pakistan, encadrés par des instructeurs américains, chinois, égyptiens et pakistanais. Ils reçoivent en cela l'appui matériel de l'Arabie Saoudite qui

est toujours présente quand il s'agit de partir en croisade contre le socialisme au nom d'une soi-disant solidarité musulmane. Mais cette solidarité bien particulière se garde bien d'aller à la Révolution iranienne qui a évincé l'impérialisme d'une de ses places fortes dans la région. Le changement en Iran n'est d'ailleurs pas sans avoir un rapport avec l'offensive actuelle de l'impérialisme contre l'Afghanistan.

Encore une fois, les U.S.A. et la Chine se retrouvent côte à côte, pour fournir armes et encadrement à la contre-révolution !

Et encore une fois, le régime réactionnaire marocain s'aligne sur ses maîtres impérialistes pour participer à cette vaste campagne d'intoxication et de diversion !

Depuis de nombreux mois, les provocations armées contre le nouvel Etat démocratique d'Afghanistan, se sont succédées à partir du territoire pakistanais.

L'objet de ces actions était clair. Et pourtant, les voix qui s'élèvent aujourd'hui contre l'Union Soviétique, se taisaient complaisamment, en espérant que ces interventions ouvertes aboutissent à la destabilisation de l'Afghanistan.

Les excès commis par le régime en place à la veille de l'intervention soviétique, ont objectivement facilité la tâche des contre-révolutionnaires et de leurs maîtres impérialistes dans leur lutte contre les acquis de la Révolution afghane.

C'est dans ce contexte précis qu'il faut placer le rôle de l'URSS, confrontée au dilemme suivant : se cantonner dans une attitude passive et risquer de voir l'Afghanistan limitrophe basculer à nouveau dans la sphère impérialiste ; ou bien répondre à l'appel de la Révolution afghane pour faire face à la montée du péril contre-révolutionnaire.

Nous savons pertinemment que sous couvert de l'article 51 de la Charte de l'O.N.U., les pires excès peuvent être commis, entraînant le massacre de tout un peuple et la ruine de tout un pays : l'intervention impérialiste au Vietnam est toujours vivace dans nos mémoires.

Mais dans ce cas précis, il ne faut pas être dupe. Notre attitude ne doit en aucune manière rejoindre celle des réactionnaires qui se livrent à une campagne hystérique à des fins inavouables et à peine camouflées. Car force est de constater que la responsabilité de ce processus incombe avant tout aux menées subversives et aux complots impérialistes qui de ce fait menacent effectivement la stabilité dans la région et la paix dans le monde ; comme ce fut le cas au Vietnam, au Chili, au Nicaragua etc...

Partant de tout cela, notre position est claire : nous sommes du côté du peuple afghan et ses forces révolutionnaires qui luttent contre la réaction et la misère. Nous resterons du côté de la Révolution afghane qui lutte contre l'agression étrangère, pour sauvegarder et renforcer sa souveraineté et son indépendance.

Cette attitude doit être aussi celle de tous les démocrates conséquents qui oeuvrent sincèrement pour le renforcement du front anti-impérialiste mondial.

LACHE ASSASSINAT A PARIS

Après l'assassinat de Mahmoud Salah, c'est encore un responsable de la libération arabe à Paris qui a été le 17 Janvier dernier, victime d'un attentat mortel.

Avant eux, Mahmoud EL HAMCHARI, Mohamed BOUDIA et bien d'autres militants de la cause palestinienne en Europe occidentale et au Moyen-Orient, ont été assassinés.

La responsabilité des services de renseignement sionistes dans ces crimes ne fait aucun doute ; l'impunité dont ils ont bénéficié aussi...

Concernant l'assassinat de Youssef MOUBARAK, l'Organisation de Libération de la Palestine a mis en cause les services de renseignement sionistes, mais plus grave, la participation d'un dissident du FATH à cet attentat.

De son côté, le "conseil révolutionnaire du Fath", dirigé par Abou Nidal installé à Bagdad, aurait revendiqué cet attentat. Il faut rappeler que cette organisation avait déjà revendiqué en Juillet 1978 l'assassinat de plusieurs militants palestiniens parmi lesquels Azzeddine KALAK et Saïd HAMAMI respectivement responsables des bureaux de l'OLP à Paris et à Londres.

Nous ne pouvons que nous élever de toutes nos forces contre de tels procédés qui n'ont rien à voir avec les traditions militantes d'une organisation révolutionnaire authentique. Nous avons en son temps condamné de tels actes et affirmé qu'ils font objectivement le jeu de nos ennemis sionistes réactionnaires et impérialistes.

L'ampleur du complot qui se trame actuellement contre la cause palestinienne, nécessite la cohésion de toutes les forces derrière l'OLP, unique et légitime représentant du peuple palestinien. Toute tentative de briser cette cohésion et d'affaiblir les rangs de la résistance palestinienne est une trahison vis-à-vis du peuple palestinien en lutte.

Nous appelons tous les démocrates en France pour intervenir auprès du gouvernement français, afin que toute la lumière soit faite sur l'assassinat de tous les militants de la cause palestinienne en territoire français.